

### Les subsides

Programme énergétique national a entraîné l'exode des tours de forage qui sont passées de l'autre côté de la frontière. Il nous a fait perdre des investissements de 17 milliards. Il a terni notre réputation auprès des investisseurs internationaux. Quand les gens ont dit que c'était un désastre, c'était encore un euphémisme. Les libéraux n'ont toujours pas compris. Ils nous conseillent de céder encore à la panique, d'adopter des expédients sans réfléchir aux conséquences à long terme que cela aurait pour le secteur pétrolier et les consommateurs canadiens.

Quelle est la situation? Elle a énormément changé. Nous nous trouvons devant une guerre des prix sur le marché pétrolier international et, dans le monde entier, le secteur du pétrole et du gaz doit s'ajuster à des prix plus bas et à un climat d'incertitude. L'industrie canadienne doit s'adapter de la même façon. Contrairement à 1980, où le gouvernement libéral de l'époque lui a fait des difficultés, elle a désormais la latitude voulue pour s'adapter aux réalités du marché dans un contexte de déréglementation. Elle ne se heurte plus à des prix fixés et à une réglementation excessive. Elle n'est plus confrontée aux incertitudes des disputes fédérales-provinciales sur le plan énergétique. Un cadre de politique stable est en place, soutenu par un nouvel esprit de réconciliation entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Les pierres angulaires de cette nouvelle politique sont l'Accord de l'Atlantique, l'Accord de l'Ouest, l'entente sur les marchés et les prix du gaz naturel et la nouvelle politique énergétique dans les régions inexploitées. Cette dernière a été soigneusement mise au point en consultation avec les gouvernements provinciaux et l'industrie pétrolière et gazière. Nous ne sommes pas partis du principe que le gouvernement pouvait prédire l'évolution du cours international de l'énergie. Nous avions pour objectif de libérer l'industrie d'une réglementation et d'une fiscalité excessives, afin de lui permettre de s'adapter et d'être compétitive.

La grande majorité des représentants de l'industrie pétrolière et gazière ont demandé la suppression du PEN. Ils ont demandé au gouvernement de ne plus s'ingérer dans le domaine énergétique, disant qu'ils étaient prêts à subir les périodes de vaches maigres s'il y avait une récompense possible lorsque les choses s'arrangeraient. En 1985, première année d'application de cette politique, l'industrie pétrolière et gazière du Canada a repris confiance. L'industrie, les investisseurs et les observateurs à l'étranger ont approuvé le nouveau cadre. Voici ce qu'on a pu lire dans un article paru dans le *Oil and Gas Journal*: «L'Accord atteint tous les objectifs voulus, en démantelant toutes sortes de problèmes de façon satisfaisante». Selon Salomon Brothers Inc.: «Contrairement au PEN, l'Accord de l'Ouest part du principe que la meilleure façon d'atteindre nos objectifs, à savoir stimuler les investissements, créer des emplois dans le secteur énergétique et assurer notre sécurité énergétique, c'est d'adopter un système d'établissement de prix du pétrole et le gaz qui tienne compte du marché, dans le cadre d'un régime d'imposition axée sur les bénéficiaires».

Grâce aux nouvelles politiques, les investissements de l'industrie canadienne sont passés de moins de huit milliards de dollars en 1984 à plus de dix milliards en 1985. Cette année-là a été une des meilleures dans l'histoire de l'industrie. Les achevements de puits dans l'ouest du Canada ont atteint le chiffre record de 11,600, en hausse de près de 9 p. 100 par

rapport à 1984. Les forages d'exploration ont augmenté de 20 p. 100, et les forages d'exploitation de 25 p. 100. La production de gaz naturel a augmenté d'environ 10 p. 100, et les exportations de gaz de 25 p. 100. Le cadre des politiques adoptées l'an dernier conserve la confiance de l'industrie et des gouvernements des provinces productrices.

Comme le disait récemment Jim Gray, président de Canadian Hunter, aux investisseurs de Londres, quel que soit le niveau auquel le prix du pétrole s'arrêtera provisoirement, le Canada va demeurer en bonne position. Il signalait que le coût de la découverte de pétrole en Alberta et en Saskatchewan était inférieur de moitié à celui de l'Oklahoma et du Texas.

Le président d'Imperial Oil, Arden Haynes, disait au même groupe que l'investissement dans l'industrie canadienne du gaz et du pétrole est à nouveau une question de décision commerciale plutôt qu'un pari politique. En d'autres termes, le prix du pétrole peut changer, mais l'industrie du pétrole et du gaz est en bien meilleure situation de s'adapter à ces changements qu'elle ne l'aurait été avec le PEN.

La presse annonçait en début de semaine que Poco's Petroleum Limited entendait doubler ses investissements malgré la baisse des prix pétroliers et l'amoindrissement qui en résulte de la valeur de son actif. Le président de cette société a évoqué l'élargissement des possibilités de vente de gaz naturel, grâce à la déréglementation de l'industrie. Il a ajouté qu'il ne fallait pas encourager les gouvernements à réglementer à nouveau les prix du pétrole brut, car dit-il, on ne peut pas demander au gouvernement d'intervenir quand les choses vont mal et de ne pas intervenir quand elles vont bien.

J'ajouterai que la Colombie-Britannique vient de signer un nouveau marché important d'exportation de gaz naturel à la Californie. Cette transaction représente une augmentation de 10 p. 100 des ventes de gaz naturel de la Colombie-Britannique par rapport à l'année dernière. Tout cela, grâce à l'Accord de l'Ouest et à la nouvelle entente sur le prix du gaz naturel conclue avec les provinces productrices l'année dernière.

Les entreprises de services de ce secteur sont extrêmement sensibles aux réductions de dépenses des sociétés productrices mais je voudrais citer les propos d'un représentant de ce secteur, qui est une personne très en vue; il s'agit de Dale Tufts, président de la Petroleum Services Association. Il a dit ceci:

Nous avons lutté longtemps et avec acharnement pour conclure l'Accord de l'Ouest afin de limiter l'ingérence du gouvernement, et nous ne voulons pas revenir en arrière rien que pour sauver notre peau dans l'immédiat.

Il s'agit d'une opinion très répandue dans le secteur pétrolier et gazier, et elle est cautionnée par les gouvernements des provinces productrices. Ils trouvent en effet que ce serait une erreur d'intervenir à cause de la baisse du prix du pétrole. C'est là, dit John Zaozirnny, ministre de l'Énergie de l'Alberta, la pire gaffe que nous pouvions faire. Nos collègues des gouvernements provinciaux se sont engagés à se renseigner mutuellement sur l'évolution de la situation. L'industrie du pétrole et du gaz est importante pour les économies régionales.

● (1630)

Nous nous inquiétons de l'incidence de la baisse des prix, mais nous sommes d'accord pour dire que ce serait une faute que de vouloir manipuler notre politique en fonction de ce qui est arrivé en trois mois de commercialisation inhabituelle.

Il convient, je pense, de faire voir par un exemple à quel point le marché pétrolier est instable en ce moment. Ces